



Assemblée générale

Distr. générale
2 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 50 de l'ordre du jour provisoire

Université pour la paix

Université pour la paix

Rapport du Secrétaire général

Résumé

L'Université pour la paix a été créée par un traité multilatéral, l'Accord international portant création de l'Université pour la paix, en tant qu'établissement universitaire doté d'une autonomie tant académique que financière. Dans sa résolution [35/55](#), l'Assemblée générale a approuvé la création de l'Université conformément aux textes de l'Accord international et de la charte de l'Université. L'Accord international dispose que « le financement de l'Université n'a aucune incidence financière sur le budget de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Université des Nations Unies. Le budget de l'Université n'impose pas de contributions obligatoires aux États parties au présent Accord, à moins qu'ils n'en décident autrement ». Le budget de l'Université est principalement couvert par les frais de scolarité, par les projets que l'établissement mène à bien dans le cadre d'accords de partenariat et par les généreuses contributions que versent des fondations privées et un groupe restreint de gouvernements. L'Université forme des cadres pour la paix depuis 41 ans. Plus de 2 500 anciens étudiants – dont plus de 60 % de femmes – ayant suivi ses programmes de maîtrise et de doctorat ainsi que ses formations courtes et ses programmes de formation œuvrent dans l'intérêt de la paix dans le monde entier. L'Université est un établissement d'enseignement majeur dans le domaine de l'irénologie, créé pour permettre l'exécution du mandat inscrit dans sa charte, à savoir « fournir à l'humanité un établissement international d'enseignement supérieur pour la paix et dans le but de promouvoir, parmi tous les êtres humains, l'esprit de compréhension, de tolérance et de coexistence pacifique, de stimuler la coopération entre les peuples et de contribuer à réduire les obstacles et les menaces à la paix et au progrès dans le monde ».

Dans le cadre de son mandat, l'Université pour la paix s'efforce de respecter les valeurs et les principes de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Il est écrit dans le préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO que les guerres « naissent dans l'esprit des hommes, et [que] c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut ériger les



défenses de la paix ». C'est au moment d'adopter son Acte constitutif que l'UNESCO a souscrit à la vision selon laquelle la paix est bien plus que la fin des conflits armés, et selon laquelle l'éducation est le moyen le plus ennoblissant d'y parvenir. L'éducation facilite le dialogue et l'échange d'idées. Elle fait apparaître de nouvelles opportunités pour assurer la coexistence civile et harmonieuse et bâtir des sociétés pacifiques. Elle a la capacité de transformer les conflits et nous permet de comprendre l'importance décisive de la coopération.

La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a eu des effets dévastateurs sur les populations et les économies du monde entier, et en particulier sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Elle menace les acquis obtenus de haute lutte en matière de développement et de consolidation de la paix et, en outre, risque de raviver des conflits ou d'en faire naître de nouveaux. Elle a des répercussions sur tous les domaines de la vie, et notamment une profonde incidence sur l'éducation.

Pendant la première année et demie de la pandémie, l'Université pour la paix a continué à mener ses activités aussi « normalement » que possible : grâce à un ensemble de mesures de prévention strictes, elle a poursuivi l'année universitaire et continué d'organiser les remises de diplômes, les séminaires et les conférences. Elle a également mis en place de nombreuses activités en ligne, prenant ainsi part à des réflexions sur des sujets liés à la pandémie, aux objectifs de développement durable, au développement humain et à la promotion de la paix dans différentes régions du monde.

Grâce à ce travail, nous serons en mesure de surmonter les graves obstacles qui entravent la mise en œuvre du Programme 2030 et d'atteindre les objectifs de développement durable.

L'Université a récemment célébré ses 41 ans d'existence, réaffirmant sa valeur fondamentale et l'importance des activités qu'elle mène s'agissant de former de futurs leaders pour la paix dotés de compétences pour le règlement et la transformation des conflits. À travers son travail quotidien, elle réaffirme que l'éducation à la paix, à la non-violence, à la prévention et à la médiation constitue le socle de l'harmonie au niveau local, à partir duquel il est possible de bâtir la paix dans un monde interdépendant.

I. Introduction

1. Le présent rapport, soumis en application de la résolution 73/90 de l'Assemblée générale, dresse un bilan des progrès accomplis par l'Université au cours de la période 2018-2021 et met en évidence à la fois les opportunités de croissance qui se présentent à elle et les défis auxquels elle doit répondre.

2. Le présent rapport revient sur les principales activités du campus de l'Université au Costa Rica et sur celles que mènent ses centres régionaux et ses institutions affiliées. Il met en évidence les relations que l'Université entretient avec l'ONU et d'autres organismes liés aux Nations Unies, ainsi qu'avec le pays hôte, les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, la société civile et le secteur privé. Il met également en lumière les récentes performances académiques, la situation financière et les mécanismes de gouvernance de l'Université, ainsi que sa stratégie de développement pour les trois prochaines années.

3. Dans sa résolution 73/90, l'Assemblée générale s'est dit consciente des activités importantes et variées menées par l'Université pendant la période 2015-2018, avec l'aide et les contributions généreuses de gouvernements, de fondations et d'organisations non gouvernementales, en particulier des progrès réalisés dans l'élaboration et l'exécution de son programme d'études et la diffusion de ses activités dans différentes régions du monde ; a noté avec satisfaction que la majorité des étudiants et des anciens élèves étaient des femmes, et salué le rôle crucial que les femmes jouaient dans la consolidation de la paix aux niveaux international, national et local ; a reconnu la pertinence de l'objectif de développement durable n° 4 ; a pris note de l'engagement de l'Université à l'appui de l'œuvre des Nations Unies et salué la contribution qu'elle apportait par ses programmes axés sur la consolidation et la pérennisation de la paix ; a prié le Secrétaire général de faire davantage appel à l'Université, dans le cadre de l'action qu'il mène en vue de régler les différends et de consolider la paix, pour la formation du personnel ; a prié les États Membres de prendre la tête des efforts visant à soutenir la mission de l'Université en prenant acte du rôle qu'elle joue, en lui apportant, autant que faire se peut, des contributions financières ; a invité les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer à l'Accord international portant création de l'Université pour la paix ; et a encouragé les organismes intergouvernementaux, les organisations non gouvernementales, les personnes intéressées et les philanthropes à contribuer aux programmes et au budget de base de l'Université, afin que celle-ci puisse poursuivre son précieux travail dans le monde entier.

4. Au cours de l'année écoulée, l'Université pour la paix a dû faire face, avec le reste du monde, aux graves répercussions de la pandémie de COVID-19, notamment une diminution du nombre d'étudiants pour l'année universitaire 2020-2021, une diminution du nombre d'initiatives et de projets menés avec les partenaires extérieurs, et l'affaiblissement de la stabilité financière acquise depuis la publication du dernier rapport qui en a résulté. Toutefois, malgré ces incidences négatives, elle est parvenue à conserver sa pertinence et a continué d'exécuter son mandat dans le monde entier.

II. L'Université pour la paix en 2021

A. Quarante-et-un ans d'Université pour la paix

5. En 2020, l'Université pour la paix a célébré 40 ans de formation de leaders pour la paix, guidée par sa charte et contribuant à la concrétisation des principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies en matière de paix et de sécurité internationale

par la formation de nouvelles générations de professionnels ayant la capacité de transformer et de régler les conflits par la compréhension, la tolérance et la coexistence.

6. Malheureusement, les manifestations prévues par l'Université pour célébrer cet anniversaire important, à savoir une série de manifestations et d'initiatives destinées à souligner ses contributions à la paix, ont été limitées en raison de la pandémie de COVID-19. L'Université a pu organiser, en janvier 2020, un séminaire international portant sur le thème « Amérique latine : crise et convulsions dans un contexte mondial instable », avec la participation de responsables de haut niveau, dont les anciens Présidents de la Colombie et du Costa Rica.

7. L'Université contribue à former des leaders dans le domaine de la paix et du règlement des conflits, en gardant à l'esprit les quatre piliers fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies : la paix, la sécurité, les droits humains et le développement. Plus de 2 500 anciens élèves de plus de 120 pays ont mis à profit leur formation, leur expérience et leurs compétences pour améliorer la situation de leur communauté, de leur pays, de leur région et du monde dans son ensemble. La majorité des élèves et des anciens élèves sont des femmes (plus de 60 %). Il est également important de souligner que de plus en plus de formations non diplômantes (activités de renforcement des capacités) sont dispensées par l'Université en partenariat avec des organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

B. Changements institutionnels

8. Au cours de la période considérée, le Conseil de l'Université pour la paix, l'autorité dirigeante de l'établissement, a procédé à un certain nombre de nouvelles nominations, dont celles de Mario Carazo, membre du conseil d'administration de la Banque nationale du Costa Rica, au poste de représentant du pays hôte (2019), de Gabriela Ramos, Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, au poste de représentante de la Directrice générale de l'UNESCO au Conseil de l'Université (2020), et de Carlos Alvarado Quesada, Président du Costa Rica, au poste de représentant du pays hôte (2020).

9. Le Conseil est composé de 17 membres, dont 10 sont nommés par le Secrétaire général en consultation avec la Directrice générale de l'UNESCO, et 7 sont des membres de droit. Deux postes sont actuellement vacants. En attendant la nomination de ces deux membres supplémentaires, le Conseil comprend 10 hommes et 5 femmes.

10. Les membres de droit actuels sont : Francisco Rojas (Chili), recteur ; Oscar Fernandez-Taranco (Argentine), représentant du Secrétaire général ; Gabriela Ramos (Mexique), représentante de la Directrice générale de l'UNESCO ; David Malone (Canada), recteur de l'Université des Nations Unies ; Mario Carazo (Costa Rica), représentant du pays hôte ; Carlos Alvarado Quesada (Costa Rica), représentant du pays hôte ; et Enrique Baron Crespo (Espagne), chancelier.

11. Les membres actuels issus du monde universitaire ou considérés comme des personnalités éminentes dans le domaine de la paix et de la sécurité sont : Fatima Akilu (Nigéria) ; Jean Arnault (France) ; Lalla Ben Barka (Mali) ; Fernando Blasco (Argentine) ; Ouided Bouchamaoui (Tunisie) ; Meenakshi Gopinath (Inde) ; Hal Klepak (Canada) ; et Xiaoyu Zhang (Chine).

C. Campus Rodrigo Carazo, siège de l'Université pour la paix

12. Le campus Rodrigo Carazo, situé au Costa Rica, porte le nom du fondateur de l'Université, un ancien Président costaricien dont la vision et la passion pour la formation de futurs leaders pour la paix se sont traduites par la création de

l'Université en 1980. Il s'étend sur 300 hectares situés au cœur d'une réserve de forêt secondaire, exemple de la biodiversité du Costa Rica dont la protection représente une grande opportunité pour le développement d'études scientifiques sur la biodiversité tropicale.

D. Questions académiques

1. Programmes de maîtrise

13. L'Université continue de proposer des programmes de maîtrise innovants dans des domaines liés à la paix, au droit international, aux études du genre, à l'environnement et au développement durable. Actuellement, 14 programmes de maîtrise sont proposés sur le campus principal :

- a) Paix internationale
- b) Genre et consolidation de la paix
- c) Éducation pour la paix
- d) Médias et paix (selon les inscriptions, cette option est proposée en tant que spécialisation)
- e) Sciences autochtones et paix (lancement prévu en 2022)
- f) Droit international et droits humains
- g) Droit international et règlement des différends
- h) Droit international et diplomatie
- i) Études du développement et diplomatie
- j) Environnement, développement et paix, avec des spécialisations dans la sécurité et la gouvernance environnementales, la gestion durable des ressources naturelles, les changements climatiques et les systèmes alimentaires durables
- k) Gestion responsable et développement économique durable
- l) Écologie et société (lancement prévu en 2022)
- m) Règlement de conflits, paix et développement (enseigné en espagnol)
- n) Leadership et gestion des conflits (enseigné en espagnol)

Diverses questions liées au genre, à la sexualité, à la race, à l'ethnicité, à la religion et à la classe sociale sont intégrées dans tous les programmes universitaires.

14. L'Université propose également une maîtrise en ligne sur la paix durable dans le monde contemporain, une maîtrise en ligne en droit international et diplomatie, et une maîtrise en études du développement et diplomatie, également disponibles sous forme de certification. Il est possible de suivre ces deux derniers programmes en partie en ligne et en partie sur place.

15. Dans le cadre de la stratégie qu'elle a mise en place pour renforcer son offre d'enseignement, la portée de ses programmes et son image, l'Université a créé plusieurs programmes de maîtrise hors campus, notamment : une maîtrise en droit international des droits de l'homme, en association avec l'Ordre des avocats du Costa Rica ; une maîtrise en prévention du blanchiment d'actifs et de la délinquance financière, en association avec la *Fundación para el Estudio del Lavado de Activos y Delitos* ; une maîtrise de droit en criminalité transnationale et justice, en association avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ; une maîtrise en paix, gouvernance et sécurité, en association avec la police

nationale ougandaise ; et deux maîtrises en droit international et diplomatie et en études du développement et diplomatie, en partenariat avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

16. En outre, en 2019, le département des études sur la paix et les conflits a élaboré une série de programmes de certification, conçus pour les candidates et les candidats qui souhaitent prendre part à la vie du campus et à l'environnement d'apprentissage, mais qui ne peuvent pas le faire pendant une année entière. Il peut s'agir de professionnels en activité ou d'étudiants en dernière année d'études dans le domaine de la paix et des conflits qui sont intéressés par l'opportunité d'étudier à l'étranger. Ces programmes sont délibérément flexibles, offrant une option hybride qui intègre à la fois des modalités d'apprentissage sur le campus et en ligne.

17. En raison de la pandémie de COVID-19, l'Université s'est adaptée et a proposé, pour l'année universitaire 2020-2021, un modèle hybride pour toutes les formations dispensées en présentiel, permettant aux étudiants capables et désireux de se rendre au Costa Rica pour assister aux cours réguliers de le faire – dans le cadre d'une série de protocoles stricts visant à prévenir une épidémie sur le campus – et à ceux qui ne le peuvent pas de participer à distance. Grâce à une planification préalable appropriée, à l'utilisation de la technologie et à une pédagogie adaptée, tous les cours ont été dispensés. Il s'est agi de retransmettre en direct les cours dispensés sur le campus aux personnes qui y prenaient part virtuellement. Un mélange de technologies adéquates a été utilisé pour assurer une interaction fluide entre le professeur, les étudiants présents en classe et les étudiants suivant le cours en ligne.

2. Programmes de double diplôme et programmes conjoints

18. L'Université propose des programmes de double diplôme et des programmes conjoints avec des universités de premier plan du monde entier, permettant aux étudiants de suivre des cours dans plusieurs établissements et d'obtenir plusieurs diplômes dans des domaines d'études complémentaires. Actuellement, elle propose de tels programmes avec les universités partenaires du monde entier suivantes :

a) American University, États-Unis d'Amérique : une maîtrise en affaires internationales de l'American University et une maîtrise en ressources naturelles et développement durable de l'Université pour la paix ;

b) Université Ateneo de Manille, Philippines : une maîtrise en développement social transdisciplinaire de l'Université Ateneo de Manille et une maîtrise au choix de l'Université pour la paix ;

c) Brandeis University, États-Unis d'Amérique : une maîtrise en coexistence et conflit de la Brandeis University et une maîtrise en droit international et droits humains de l'Université pour la paix ;

d) Ordre des avocats du Costa Rica, Costa Rica : une maîtrise en droit international et droits humains de l'Université pour la paix, enseignée en espagnol ;

e) *Fundación para el Estudio del Lavado de Activos y Delitos*, Costa Rica : une maîtrise en prévention du blanchiment d'actifs et de la délinquance financière de l'Université pour la paix, enseignée en espagnol ;

f) Hankuk University of Foreign Studies, République de Corée : une maîtrise de chaque établissement dans le domaine du droit, de la communication (médias) ou du développement durable, en fonction du centre d'intérêt des étudiants ;

g) Pace University, États-Unis d'Amérique : une maîtrise en droit international de l'environnement de la Pace University et une maîtrise en écologie et société de l'Université pour la paix ;

h) Pontificia Universidad Javeriana, Colombie : une maîtrise en droits humains et culture de la paix de la Pontificia Universidad Javeriana, enseignée en espagnol, et une maîtrise au choix de l'Université pour la paix ;

i) Université des sciences appliquées de La Haye, Pays-Bas : une maîtrise en gestion responsable pour un monde durable ;

j) Force de police nationale ougandaise : une maîtrise en paix, gouvernance et sécurité de l'Université pour la paix ;

k) Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice : une maîtrise de droit en criminalité transnationale et justice de l'Université pour la paix ;

l) UNITAR : une maîtrise en droit international et diplomatie de l'Université pour la paix et de l'UNITAR, et une maîtrise en études du développement et diplomatie de l'Université pour la paix et de l'UNITAR ;

m) Institut pour l'éducation relative à l'eau et Oregon State University : une maîtrise en eau, coopération et paix de l'Oregon State University et une maîtrise en environnement, développement et paix avec une spécialisation en sécurité environnementale de l'Université pour la paix ;

n) Universidad Alfonso X El Sabio, Espagne : une maîtrise en coopération internationale ou en droits humains de l'Universidad Alfonso X El Sabio et une maîtrise au choix de l'Université pour la paix ;

o) Universidad del Rosario, Colombie : une maîtrise en droit international de l'Universidad del Rosario et une maîtrise en règlement de conflits, paix et développement de l'Université pour la paix, enseignée en espagnol ; et

p) Worldwide Indigenous Science Network, Canada : une maîtrise en sciences autochtones et paix de l'Université pour la paix.

19. En vue d'étendre son influence dans le monde entier, l'Université pour la paix continuera, dans la mesure du possible, à élaborer des programmes similaires avec des établissements de troisième cycle et des groupes de réflexion clefs dont les activités appuient la mission et les valeurs de l'Université et de l'ONU.

20. Les maîtrises en études régionales ont permis à l'Université de mieux intégrer les étudiants des pays hispanophones, en particulier du pays d'accueil, et les étudiants souhaitant poursuivre des études dans le domaine du développement dans les pays hispanophones.

3. Programmes de bourses

21. L'Université bénéficie actuellement d'un certain nombre de programmes de bourses, notamment :

a) Programme de bourses « Asian Peacebuilders » : depuis 2007, l'Université travaille avec l'Université Ateneo de Manille sur une initiative de renforcement des capacités destinée aux professionnels asiatiques. Ce programme, parrainé par la Nippon Foundation basée au Japon, offre jusqu'à 30 bourses annuelles à des professionnels asiatiques (15 venant du Japon et 15 venant d'Asie du Sud-Est). En 2014, l'Université pour la paix et l'Université Ateneo de Manille ont fait du programme de bourses un double diplôme. Ce programme enrichi offre une formation linguistique intensive et spécialisée pour faciliter la participation des professionnels ayant un faible niveau d'anglais, et inclut l'élaboration et la mise en œuvre pratique d'un projet sur le terrain que les étudiants doivent mener en Asie à la fin de leurs études ;

b) China Scholarship Council : en 2018, l'Université pour la paix a signé un mémorandum d'accord avec le China Scholarship Council pour mettre en place un programme de bourses destinées aux étudiants chinois intéressés par la poursuite de leurs études supérieures à l'Université pour la paix. Les candidates et candidats sont sélectionnés conjointement par le China Scholarship Council et l'Université. Au cours de l'année universitaire 2019-2020, le China Scholarship Council a accordé 32 bourses d'études. En raison de la pandémie de COVID-19, aucun élève de l'Université n'a bénéficié, au titre de l'année universitaire 2020-2021, d'une bourse de ce programme qui devrait reprendre en 2022 ;

c) Ordre des avocats du Costa Rica : dans le cadre du partenariat universitaire établi entre l'Ordre des avocats du Costa Rica et l'Université pour la paix, l'Ordre attribue 10 bourses à des étudiants poursuivant la maîtrise en droit international et droits humains enseignée hors campus ;

d) Office allemand d'échanges universitaires : depuis mars 2018, l'Université pour la paix fait partie d'un groupe d'établissements d'enseignement supérieur d'Amérique centrale et de République dominicaine affiliés à l'Office allemand d'échanges universitaires. Le programme de bourses dans la région accorde des bourses aux étudiants poursuivant, au niveau de la maîtrise ou du doctorat, des études liées au développement et qui envisagent de poursuivre une carrière dans l'enseignement ou la recherche dans un établissement d'enseignement supérieur de leur région ou de leur pays d'origine. Le nombre de bourses est déterminé chaque année ;

e) Hankuk University of Foreign Studies : ce programme combiné est proposé par l'Université pour la paix et la Hankuk University of Foreign Studies et offre des bourses complètes aux étudiants coréens désireux de poursuivre leurs études supérieures à l'Université pour la paix ;

f) Rotary International : en 2018, Rotary International a mis en place une série de bourses (4 à 5 par an) destinées aux étudiants souhaitant poursuivre à l'Université pour la paix leur maîtrise en coopération et diplomatie dans le domaine de l'eau, enseignée conjointement avec l'Oregon State University et l'Institut pour l'éducation relative à l'eau ;

g) Programme de bourses de la Banque mondiale : l'Université pour la paix bénéficie de ce programme depuis 2020, et a accueilli deux élèves touchant la bourse, et deux autres doivent intégrer la prochaine promotion ; et

h) Ligue islamique mondiale : en 2021, l'Université pour la paix a obtenu un programme de bourses qui offrira à 15 étudiants appartenant aux trois principales religions monothéistes (5 personnes de confession musulmane, 5 de confession juive et 5 de confession chrétienne) une bourse complète pour suivre un cursus ou un diplôme en ligne de l'Université pour la paix. Ce programme diplômant sera axé sur le dialogue interreligieux et interconfessionnel.

22. En outre, l'Université offre une série de bourses selon les modalités suivantes : une bourse complète par an à un(e) résident(e) de Ciudad Colón, en consultation avec la municipalité de Mora ; une exonération de 50 % des frais de scolarité pour les professeurs enseignant dans une université partenaire ; une exonération de 50 % des frais de scolarité pour les citoyens costariciens et les personnes résidant légalement au Costa Rica ; une exonération de 50 % des frais de scolarité pour les membres du personnel et les volontaires des Nations Unies travaillant à plein temps ; une exonération de 50 % des frais de scolarité pour les réfugiés et les bénéficiaires d'asile en situation régulière ; une exonération de 30 % des frais de scolarité pour les anciens étudiants de l'Université pour la paix souhaitant obtenir un second diplôme ; une exonération de 30 à 50 % des frais de scolarité pour les titulaires d'une bourse fondée

sur le mérite (discrétionnaire) ; une exonération de 30 % des frais de scolarité pour les citoyens et ressortissants d'un État signataire de la charte de l'Université pour la paix ; une exonération de 30 % des frais de scolarité pour les étudiants ayant obtenu un diplôme de premier cycle ou de deuxième cycle dans une université partenaire ; et une exonération de 30 % des frais de scolarité pour les étudiants des pays hispanophones intéressés par la maîtrise en espagnol sur le règlement des conflits, la paix et le développement.

23. Dans le but d'encourager les inscriptions et de contribuer à la construction d'un monde post-COVID-19, l'Université pour la paix a lancé en 2020 sa bourse COVID-19, qui offre aux citoyens costariciens et aux résidents permanents la possibilité de bénéficier d'une exonération de 75 % des frais de scolarité selon l'idée ou l'initiative qu'ils proposent pour un Costa Rica post-COVID-19.

4. Doctorat

24. L'Université propose un doctorat dans le domaine de la paix et des conflits, destiné aux chercheurs et chercheuses talentueux qui souhaitent innover dans le domaine de la paix. En outre, les praticiens peuvent transformer leurs expériences en connaissances scientifiques qui peuvent être systématisées et diffusées par l'intermédiaire de publications universitaires. Les sujets sur lesquels se concentrent les doctorants reflètent les principaux débats qui sont actuellement menés au sein des Nations Unies et sur la scène internationale.

25. L'Université s'efforce actuellement d'accroître l'impact de son doctorat en élaborant des programmes régionaux visant à appuyer les différentes parties prenantes. En Afrique, elle propose un doctorat en gouvernance de la paix et développement. En 2020, le centre chinois de l'Université a lancé son doctorat en leadership et développement durable, avec la participation de 10 directeurs et directrices de division de ministères chinois et de 20 entrepreneurs.

5. Corps enseignant

26. En 2019, le corps enseignant et les anciens élèves de l'Université ont travaillé ensemble dans le cadre de la participation de l'Université à la 5^e édition du symposium Georg Arnholt, qui s'est déroulée à Bâle, en Suisse. L'objectif du symposium est de créer une plateforme destinée aux experts de l'enseignement, axée sur une pédagogie critique féministe émancipatrice, afin de remettre en question, de repenser et de réinventer les pratiques et les méthodes qui favorisent la paix durable et la défense des droits humains, en offrant un espace où peuvent s'exprimer les témoignages d'absence et de violations des droits humains.

27. En 2020, Sergio Ugalde, professeur associé au département de droit international, a été nommé à la Cour pénale internationale.

28. Au cours de cette période, le coordonnateur académique de l'Université, chef du département de droit international et directeur du centre pour les droits humains, Mihir Kanade, a été nommé Président du comité d'experts internationaux chargé d'élaborer un traité international sur le droit au développement.

6. Autres activités universitaires

29. Depuis sa revitalisation en 2001, l'Université a mené à bien un certain nombre de programmes de renforcement des capacités. Il peut s'agir de cours sanctionnés par un diplôme ou une certification ou de programmes complets de maîtrise, tous conçus sur mesure pour répondre aux besoins des donateurs et des partenaires.

30. En novembre 2018 et août 2019, l'Université et l'Agence allemande de coopération internationale ont organisé en Colombie une série de tables rondes sur l'accès à la justice en Amérique latine pour répondre aux priorités du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les manifestations ont été organisées dans le cadre du projet régional de droit international et d'accès à la justice en Amérique latine, qui vise à créer une plateforme de dialogue et de discussion autour de cette question.

31. Le 27 septembre 2018, le Népal a adhéré à l'Accord international portant création de l'Université pour la paix, qui date du 5 décembre 1980. Il est ainsi devenu le quarante-et-unième État à devenir partie à l'Accord.

32. En janvier 2019, l'Université a proposé une formation de courte durée à 31 étudiants et 2 professeurs de la Haute école colombienne d'administration publique. La formation a couvert des sujets tels que la paix et le développement, les suites d'un conflit, la négociation, l'analyse des conflits et les droits humains.

33. Dans le cadre d'un projet international de renforcement des capacités de planification des énergies renouvelables dans les établissements cubains d'enseignement supérieur, coordonné par l'Université de Turku, en Finlande, et financé par l'Union européenne, des membres du corps enseignant résidant à l'Université se sont rendus à Cuba en janvier 2019, où ils ont donné des conférences sur les changements environnementaux mondiaux et sur l'expérience du Costa Rica en matière de durabilité environnementale, et notamment d'énergies renouvelables.

34. En 2019, l'Université a signé des mémorandums d'accord avec le Conseil de coopération du Golfe, l'Université panaméricaine d'agriculture (Honduras), l'Université ADA (Azerbaïdjan) et l'Institut égyptien d'études diplomatiques, dans le but d'œuvrer de concert à la création de programmes et de modules universitaires d'intérêt mutuel, de renforcer les connaissances et compétences universitaires et de sensibiliser le public grâce à la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives et programmes éducatifs conjoints.

35. En mars 2019, l'Université a eu l'honneur de recevoir le Vice-Président indien, M. Venkaiah Naidu, et sa délégation sur le campus, où elle a remis au premier un diplôme honorifique de doctorat pour le rôle qu'il a joué dans la promotion de l'état de droit, de la démocratie et du développement durable en Inde.

36. En avril 2019, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec l'université pontificale du Vatican. Elle s'emploiera à aider à la mise en œuvre de cours portant sur la paix, qui sont actuellement promus et coordonnés par l'université pontificale à son siège à Rome.

37. En septembre 2020, l'Université a organisé un cours spécial en ligne sur les objectifs de développement durable à l'intention de 22 étudiants de premier cycle de la Kyung Hee University. Les retours des participants ayant été positifs, elle a été invitée à reproduire l'expérience.

38. L'Université continue de développer ses activités de façon globale et intégrée, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les professeurs de l'Université ont pris part à diverses activités liées à différents objectifs de développement durable. En 2021, l'initiative Impact universitaire de l'ONU a sélectionné l'Université pour la paix pour devenir une plaque tournante de l'objectif de développement durable n° 12 (consommation et production responsables). Comme indiqué par l'initiative, l'Université a été sélectionnée « en reconnaissance de la recherche, de l'innovation et de l'érudition qu'elle a favorisées à l'appui de l'objectif n° 12 ».

39. En 2021, l'Université a mis en place une nouvelle chaire sur l'élimination et la prévention du commerce illicite et de la criminalité transnationale organisée, coordonnée par Mauricio Vieira, du Brésil. Bien que le sujet de la chaire soit étroitement lié au concept de sécurité, il est prévu d'utiliser une approche théorique et conceptuelle de l'incidence de la criminalité organisée, et du niveau de conflit qu'elle génère, sur la fragilité des États et les différents types de violence structurelle. L'Université a également mis en place une chaire japonaise, coordonnée par Naoko Kumagai, Professeure à l'Université Aoyama Gakuin et membre de l'Association japonaise pour la consolidation de la paix. La chaire japonaise devra permettre une meilleure compréhension du Japon et de sa société, ainsi que des positions du pays sur la scène internationale et de ses liens avec les différentes régions. L'Université finalise actuellement un accord visant à mettre en place une chaire sur le Moyen-Orient, sous les auspices de l'Arabie saoudite.

40. En avril 2021, l'Université a accueilli sur son campus principal au Costa Rica le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la République de Corée, Choi Jong Kun, lequel s'est adressé aux étudiants sur le thème « Processus de paix dans la péninsule coréenne ». Il a ensuite rencontré les autorités de l'Université pour discuter de la poursuite de la coopération avec la République de Corée.

41. En mai 2021, avec l'appui du Ministre costaricien des affaires étrangères et de l'Association costaricienne des journalistes, l'Université a organisé une formation certifiante intitulée « Le journalisme en temps de crise » à l'intention des journalistes de différents médias costariciens et de leurs collègues des pays membres du Système d'intégration de l'Amérique centrale, avec l'appui financier de la délégation de l'Union européenne au Costa Rica.

42. En 2021, le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Honduras a demandé à l'Université de mettre au point une formation spéciale pour les communicatrices et communicateurs sociaux, les membres d'institutions autonomes, les leaders d'opinion, les membres influents de la société, les dirigeantes et dirigeants politiques et les leaders de groupes sous-représentés dans le cadre du projet d'appui au cycle électoral au Honduras pour des élections transparentes et pacifiques (2020-2022), lequel est soutenu par l'Union européenne, le PNUD, les équipes d'appui technique du Secrétaire hondurien à la coopération, le Conseil électoral national, le Tribunal suprême électoral et l'Unité pour une politique propre. La formation doit être lancée en juin 2021.

7. Accréditation

43. Depuis 2005, l'Université a mis en place une évaluation externe continue et systématique de tous ses programmes de maîtrise. Des évaluateurs externes examinent la qualité et les résultats de chaque programme et formulent des recommandations pour les améliorer.

44. L'Université a intégré le système national d'accréditation de l'enseignement supérieur au Costa Rica en 2008 et a immédiatement entrepris de faire accréditer les programmes de son département de l'environnement et du développement, qui ont reçu l'accréditation en 2014. En 2016, les programmes du département de droit international ont suivi le même chemin et ont reçu leur accréditation. Les programmes relevant du département des études sur la paix et les conflits sont en cours d'accréditation.

45. Du fait de la pandémie de COVID-19, les processus d'accréditation ont été retardés, ce qui a empêché l'Université de soumettre à l'accréditation d'autres programmes, lesquels doivent avoir été complètement enseignés un nombre de cycles donné pour pouvoir être examinés. Toutefois, la coordination avec le système national

d'accréditation de l'enseignement supérieur se poursuit pour les programmes en attente d'accréditation.

8. Inscription

46. Comme c'est le cas pour de nombreux établissements d'enseignement, les inscriptions à temps plein sur le campus principal de l'Université ont été mises à mal ces dernières années. Du fait de la pandémie de COVID-19, cela a été particulièrement vrai pour l'année universitaire 2020-2021, au cours de laquelle l'Université a réussi à inscrire 102 étudiants, dont la plupart ont pu se rendre au Costa Rica pendant l'année pour suivre les cours en présentiel. De moins en moins de candidats peuvent se permettre de poursuivre leurs études supérieures à l'Université sans une aide financière ou des bourses, lesquelles se font de plus en plus rares.

47. Cependant, la multiplication des programmes proposés par l'Université, possible grâce à la mise en place de programmes de certification et de programmes hybrides, et les partenariats établis avec d'autres institutions capables d'offrir des programmes créés par l'Université ont permis à l'établissement de dépasser l'objectif de 500 étudiants inscrits par année universitaire. Ces résultats ont été obtenus grâce à la création d'une variété de programmes, de lieux et de formats qui permettent une participation plus flexible. En 2018-2019, 616 étudiants étaient inscrits ; en 2019-2020, 539 étudiants se sont inscrits ; et en 2020-2021, ils étaient 555.

9. Anciens élèves

48. Les plus de 2 500 anciens étudiantes et étudiants de l'Université vivent et travaillent dans toutes les régions du monde. La grande majorité travaillent dans le domaine de la consolidation de la paix dans leur pays d'origine et à l'international, souvent en première ligne des situations de conflit. Actuellement, la plus grande part des anciens élèves travaillent pour des organisations non gouvernementales, mais de nombreux diplômés continuent à travailler au sein du système des Nations Unies et dans diverses organisations humanitaires internationales. Certains enseignent désormais à l'université ou travaillent pour des établissements universitaires, tandis que d'autres ont rejoint des gouvernements nationaux et œuvrent dans divers domaines, notamment les affaires internationales, les tribunaux électoraux et la politique de l'environnement. Une autre part importante des anciens élèves de l'Université poursuit des études de doctorat.

49. Compte tenu de l'importance de son réseau d'anciens élèves, l'Université s'efforce d'établir des contacts avec le plus grand nombre d'entre eux par l'intermédiaire de son responsable des relations avec les anciens élèves. Le programme de relations avec les anciens élèves vise en priorité à planifier et à mettre en œuvre des programmes qui permettent aux anciens élèves de rester en contact entre eux et avec l'Université, d'encourager et de promouvoir le développement professionnel des anciens élèves et de tenir la communauté des anciens élèves au courant de l'évolution et des besoins de l'Université, leur permettant ainsi d'appuyer ses stratégies à moyen et long terme.

10. Publications

50. L'Université encourage constamment la production de connaissances au nom de son corps enseignant et la diffusion de connaissances par l'intermédiaire de publications. Grâce à son journal en ligne, intitulé « Ideas for Peace » (« Idées pour la paix »), et à la publication de livres et d'autres documents universitaires en collaboration avec d'autres institutions, elle s'efforce de contribuer aux débats organisés à l'échelle internationale sur la paix et les conflits, le droit international, les changements climatiques et d'autres sujets directement liés à ses domaines d'expertise.

51. Au cours de la période considérée, l'Université a augmenté sa production universitaire, notamment son nombre de publications. Ces trois dernières années, elle a publié 11 livres, et ses professeurs – résidents ou invités – ont publié environ 50 articles et chapitres de livres.

52. En 2020, l'Université a publié une série d'ouvrages importants, à commencer par « *The difficult task of peace : crisis, fragility and conflict in an uncertain world* » (édité par le recteur), dans lequel figurent les contributions de membres du corps enseignant résidents et invités, et qui offre une vue d'ensemble des thèmes de la paix et des conflits, de l'éducation pour la paix, des relations internationales et des études régionales à la fin des années 1910.

53. En 2020, l'Université a également eu le privilège de publier « *In pursuit of what matters : passion for the bottom line* », écrit par l'ancienne Directrice de cabinet du Secrétaire général et actuelle doyenne de l'IE School of Global Affairs, Susana Malcorra.

54. Plus tard en 2020, en coopération avec le Ministère costaricien des relations extérieures et des cultes et l'UNESCO, l'Université a publié un livre intitulé « *National and global actions in the struggle against COVID-19 : the Saudis' contribution to this goal as Chairman of the Group Twenty* », qui se concentre sur la manière dont l'éducation contribue aux trois piliers de l'action de l'Organisation des Nations Unies, et espère contribuer de manière constructive à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

55. Toujours en 2020, pour célébrer son quarantième anniversaire ainsi que le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, l'Université a publié « *Promoting peace, human rights and dialogue among civilizations* », qui met en lumière les activités menées par l'ONU et ses organismes, fonds et programmes pour suivre les grands principes qui guident leur action multilatérale.

E. Centres subsidiaires et institutions affiliées

1. Bureaux régionaux

56. Depuis la présentation du précédent rapport à l'Assemblée générale, l'Université pour la paix a continué de renforcer et d'étendre son influence dans le monde grâce au travail effectué par ses bureaux régionaux en Asie, en Afrique, en Europe et dans les Amériques.

57. L'Université continue de disposer d'observateurs permanents au Siège de l'ONU à New York et à l'Office des Nations Unies à Genève. Elle dispose également de bureaux régionaux à La Haye, à Addis-Abeba et à Beijing.

58. L'Université considère que l'Asie est une région qui revêt une importance certaine pour l'exécution de son mandat. La région ne cesse de croître et les gouvernements et les institutions font de l'éducation une priorité majeure, comme en témoigne le nombre croissant d'étudiants inscrits dans la région chaque année. L'Université a par conséquent renforcé son action dans la région, en travaillant avec des partenaires traditionnels et en promouvant de nouvelles alliances. Cette stratégie a franchi des étapes importantes, telles que la création du fonds de dotation des bourses « *Asian Peacebuilders* » et l'obtention de l'appui du China Scholarship Council.

59. Le programme de l'Université pour l'Afrique, basé à Addis-Abeba, s'efforce d'appuyer la paix en Afrique dans le cadre de la mission de l'Université pour la paix. Grâce à des collaborations actives avec plus de 30 universités dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la publication et de la sensibilisation de la

population, l'Université a participé au renforcement du travail des organisations régionales et des gouvernements nationaux en Afrique par l'intermédiaire du renforcement des capacités.

60. Grâce à son centre de La Haye et au Centre européen pour la paix et le développement, l'Université a maintenu sa présence en Europe et s'est principalement attachée à accroître sa visibilité et à recruter davantage d'étudiants européens pour les programmes de maîtrise qu'elle offre sur son campus.

2. Institutions affiliées

A. Charte de la Terre

61. Le Centre de la Charte de la Terre pour l'éducation en vue du développement durable met en œuvre des activités dans deux domaines majeurs : la recherche sur l'éducation en vue du développement durable et la formation d'éducateurs en la matière, et l'autonomisation des jeunes, qui traduisent la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du Programme d'action global de l'UNESCO pour l'éducation en vue du développement durable. La Charte de la Terre cherche à faire naître un nouveau sentiment d'interdépendance mondiale et de responsabilité partagée pour le bien-être de l'ensemble de la famille humaine, de l'ensemble de la communauté et des générations futures.

B. Centre pour les droits humains

62. Le centre pour les droits humains a été créé conformément à la mission de l'Université, telle que spécifiée dans la charte, qui consiste à promouvoir la compréhension, le respect et l'exercice des droits humains. Le centre s'acquitte de sa mission en menant des activités spécialisées en matière d'éducation, de formation, de renforcement des capacités et de sensibilisation aux droits humains. Il adopte une approche du respect, de la protection et de la réalisation des droits humains fondée sur la pratique, tout en favorisant l'intégration de la théorie et de la pratique. Il joue également un rôle de premier plan dans la promotion du droit au développement. Il est notamment le partenaire principal d'un projet conjoint d'apprentissage en ligne portant sur la concrétisation du droit au développement dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, élaboré et mis en œuvre en association avec la Section du droit au développement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies.

C. Centre de formation des cadres

63. Situé au sein de l'Université pour la paix, le centre de formation des cadres a été créé en 2007 pour offrir une plateforme permettant à des cadres de prendre part aux activités de l'Université et de contribuer à sa mission, sans pour autant suivre un programme diplômant. Les 10 dernières années, il a travaillé avec des leaders du monde entier pour offrir des expériences éducatives transformatrices, dynamiques et engageantes qui incitent les participants à avoir une influence positive dans un monde de plus en plus interconnecté.

D. Relations locales

64. Les relations avec le pays hôte ont été grandement renforcées au cours de la période 2018-2021, grâce notamment à la nomination du Président Carlos Alvarado Quesada au Conseil de l'Université. En outre, la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York a largement contribué aux

efforts déployés par l'Université pour faire adhérer davantage de pays à l'Accord international.

65. En 2020, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec le Ministère costaricien des relations extérieures, compte tenu de leur intérêt mutuel à renforcer davantage leurs liens. Le mémorandum, qui permettra de développer une coopération plus étroite, vise à promouvoir, par une action coordonnée et une assistance technique mutuelle, le renforcement des capacités techniques institutionnelles d'un point de vue global.

66. Pour les années universitaires 2020-2021 et 2021-2022, en tant que mécanisme de lutte pour l'égalité, la reprise économique et le développement dans la région d'Amérique centrale et dans le cadre de sa mission, l'Université pour la paix a annoncé le lancement de 20 bourses d'études destinées aux Costariciens et aux résidents permanents du Costa Rica qui proposent une idée ou une initiative innovante pour un Costa Rica post-COVID-19.

E. Relations internationales

67. L'Université s'est appuyée sur son programme de bourses « Asian Peacebuilders », parrainé par la Nippon Foundation, pour assurer la majeure partie de sa présence en Asie. Ces trois dernières années, elle a étendu son influence dans la région.

68. Le processus de paix colombien fait de la Colombie un centre d'intérêt permanent pour l'Université. Les nouveaux accords passés avec les universités et les institutions du pays présentent toujours un intérêt. En octobre 2019, l'Université a participé à l'inauguration d'un programme collaboratif en droit international et droits humains avec l'une des plus anciennes universités du pays, l'Université Del Rosario.

69. Au cours de la période considérée, l'Université a signé un accord avec la Fondation Compaz, créée par l'ancien Président colombien et lauréat du prix Nobel de la paix Juan Manuel Santos, afin de collaborer à la promotion d'une paix durable dans le pays, grâce à la promotion d'activités éducatives et de formation avec des organisations locales.

70. En février 2020, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec le Centre international Roi Abdullah Bin Abdulaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel et l'Organisation européenne de droit public.

71. En septembre 2020, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec l'Académie diplomatique des Émirats par l'intermédiaire de la Mission permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

72. En novembre 2020, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec l'Institut d'études diplomatiques du Ministère égyptien des affaires étrangères.

73. En avril 2021, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec le Congrès juif mondial dans le but de promouvoir la paix, le dialogue et la coopération entre les différents peuples, confessions et cultures.

74. En mai 2021, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec l'École de diplomatie du Ministère arménien des affaires étrangères. L'accord permettra de coopérer dans le cadre d'activités universitaires, de formations et d'échanges d'informations.

75. En 2021, la Commission pour la paix, fondée et présidée par Barbara Winston, s'est associée à l'Université pour la paix pour créer la Peace Innovation Initiative. La Peace Innovation Initiative vise à créer une culture mondiale de la paix, dans laquelle l'innovation inspirée par la paix sert de base à nos systèmes mondiaux d'opérations.

Hébergée par l'Université pour la paix, elle contribuera à promouvoir la paix dans le discours public, servira d'incubateur et d'accélérateur pour les idées les plus innovantes en matière de paix et fournira des auto-évaluations en temps réel qui favoriseront constamment la découverte, le renouvellement et l'amélioration de nos systèmes d'opérations.

76. L'Université a signé des accords spécifiques avec des organisations intergouvernementales et des entités des Nations Unies pour élaborer des analyses et mettre en œuvre des projets recommandés dans des domaines spécifiques, notamment dans le domaine de la migration, en mettant l'accent sur les personnes d'ascendance africaine au Venezuela avec l'Organisation internationale pour les migrations, et, dans le cas du Secrétariat général ibéro-américain, dans le domaine du genre, en mettant l'accent sur les inégalités et sur la Déclaration et le Programme d'action de Beijing de 1995.

F. Relations avec le système des Nations Unies

77. L'Université est continuellement à la recherche de partenariats, de chercheurs et chercheuses invités et d'activités de collaboration avec les organismes compétents des Nations Unies.

78. Au cours de la période 2018-2021, l'Université a pris part à des réunions de l'Assemblée générale et à d'autres réunions des Nations Unies, notamment le Forum de haut niveau sur la culture de la paix et la quarante-troisième session du Conseil des droits de l'homme à Genève. Lors de ces manifestations, elle a eu l'honneur et le privilège de s'adresser aux États Membres et de s'engager à appuyer les activités menées par les Nations Unies.

79. En partenariat avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations et le Gouvernement costaricien, l'Université continue de mettre en œuvre le programme de transfert humanitaire afin d'offrir des conditions d'accueil temporaire de qualité et d'assurer la réinstallation ultérieure dans un pays tiers de familles du triangle nord de l'Amérique centrale, pour une période de trois à sept mois. Elle représente l'agence chargée de mettre en œuvre le programme et a reçu en conséquence le label « Living Integration » du Haut-Commissaire à deux occasions distinctes.

80. La migration et le déplacement des personnes représentent un intérêt majeur pour l'Université. En 2020, l'Université a rejoint le Comité exécutif du Pacte mondial sur les migrations au Costa Rica.

G. Relations avec la population

81. Les relations entre l'Université et les populations locales d'El Rodeo et de Ciudad Colón sont excellentes. Les autorités, le corps enseignant et les étudiants de l'Université participent et contribuent régulièrement aux activités culturelles de la ville. En outre, les étudiants effectuent des travaux d'intérêt général dans les villes par l'intermédiaire des autorités municipales. Ils contribuent activement à la bonne marche de l'Université en tenant ses autorités informées des travaux réalisés et en résolvant les problèmes qui sont essentiels au fonctionnement de l'Université. Dans le cadre de cette relation, l'Université offre une bourse d'études annuelle à un(e) résident(e) de Ciudad Colón.

82. Lors des élections municipales de 2019, Alfonso Jimenez, ancien étudiant de l'Université, a été élu maire de la municipalité de Mora.

H. Situation financière et gouvernance

83. L'objectif de l'Université est d'être autonome grâce aux revenus que génèrent ses programmes d'enseignement et de formation, à l'appui fourni par les États Membres et aux dons et projets spéciaux visant à soutenir ses activités. L'Université tient à remercier la Nippon Foundation pour l'appui important qu'elle lui a fourni par l'intermédiaire de son programme de bourses d'études « Asian Peacebuilders ». Elle souhaite également exprimer sa reconnaissance à l'Union européenne, au Gouvernement allemand par l'intermédiaire de l'Agence allemande de coopération internationale et de l'Office allemand d'échanges universitaires, et au Gouvernement des États-Unis pour le partenariat qu'ils entretiennent dans des projets clefs.

84. À la fin de l'exercice 2020-2021, l'Université avait presque entièrement résorbé le déficit qu'elle supportait depuis 2010, soit plus de 1,5 million de dollars. Cela a été possible grâce à une combinaison de mesures de réduction drastique des coûts, à la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités visant à augmenter les revenus et à une série d'efforts déployés pour collecter des fonds. Les documents comptables de l'Université indiquent que, sans la pandémie de COVID-19 et ses répercussions sur les finances institutionnelles, le déficit aurait été éliminé à la fin de l'exercice.

I. Stratégie de développement

85. La situation créée par la pandémie de COVID-19 a obligé l'Université à changer et à adapter sa stratégie en matière de coopération. L'Assemblée générale a demandé à l'Université de concevoir des méthodes viables, propres à renforcer encore la coopération avec le système des Nations Unies. En conséquence, l'établissement s'emploie à revoir sa stratégie et cible de nouveaux publics et partenaires potentiels.

86. L'Université s'attachera en particulier à renforcer ses liens avec les États parties à l'Accord international, ainsi qu'avec les États non parties. Comme le démontre le présent rapport, elle est en mesure de proposer des formations aux responsables gouvernementaux, aux organisations de la société civile, aux acteurs du secteur privé et aux organisations non gouvernementales. À cet égard, elle renforce sa capacité à exécuter son mandat en intégrant à son personnel et à son corps enseignant des professionnels de haut niveau possédant une vaste expérience.

87. L'Université coordonnera son programme de travail avec celui des Nations Unies, sous la direction du Secrétaire général, afin de rechercher les synergies nécessaires à l'exécution de son mandat.

88. L'Université se concentrera davantage sur sa croissance internationale par l'intermédiaire de ses représentants à New York, Genève, Addis-Abeba, La Haye, Belgrade, Beijing et Manille, avec un appui politique et diplomatique local et la mobilisation des ressources nécessaires pour renforcer son mandat dans ces régions. Dans sa résolution 73/90, l'Assemblée générale invite les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à l'Accord international portant création de l'Université pour la paix et prie les États Membres de prendre la tête des efforts visant « autant que faire se peut, [à lui apporter] des contributions financières afin de lui permettre d'accueillir tous les étudiants désireux de participer à ses programmes d'études et [à faciliter] l'exercice de ses activités dans les pays hôtes ». L'Université discute actuellement de la possibilité d'étendre ses activités à Riyad et continuera à proposer des programmes de formation au Honduras.

89. L'Université s'efforcera de renforcer les programmes de formation proposées à son siège au Costa Rica et dans le monde entier, en promouvant, diffusant et appuyant ses travaux. Grâce à la croissance de ses programmes d'enseignement traditionnels et

de ses programmes de formation plus personnalisés, la durabilité du travail et la poursuite de la mission de l'Université sont mieux garanties.

90. L'Université continuera de s'efforcer d'augmenter le nombre d'étudiants inscrits, afin de maximiser le nombre de bénéficiaires de ses programmes (tant les maîtrises que les doctorats, sur place et en ligne, ainsi que les programmes et les possibilités de formation spéciale), tout en continuant d'exécuter le mandat qui lui a été confié dans l'Accord international de 1980.

III. Conclusions

91. Dans les années à venir, le monde continuera à faire face à de sérieux défis en raison de la pandémie de COVID-19. Les effets de la pandémie sont multiples, profonds et, dans de nombreux cas, aggravent les problèmes qui existaient déjà avant la pandémie, notamment les inégalités dans les différentes sociétés et au niveau international. Pour éviter la réapparition des conflits ou l'émergence de nouveaux conflits, il faut de futurs leaders dans le domaine de la consolidation de la paix et des personnes formées pour comprendre, de manière globale, les différentes racines des conflits et la manière dont elles s'expriment dans les différentes parties du monde.

92. Aussi la tâche de l'Université pour la paix est-elle essentielle et doit-elle être renforcée pour mettre en place des formations spécialisées et générer un meilleur leadership dans la construction de la tolérance, le règlement des conflits et la consolidation de la paix. L'Université entend créer un « capital de la paix » capable de produire des « dividendes de la paix » favorisés par les nouvelles technologies. Elle entend également respecter sa devise : « Si tu désires la paix, œuvre à la paix ».

93. Il devient donc essentiel, pour que l'Université puisse accomplir sa mission, que les États Membres, les institutions philanthropiques et les organisations internationales prennent l'initiative d'appuyer cette mission en reconnaissant l'Université, notamment par des contributions financières qui lui permettront de continuer à former les futurs leaders pour la paix.
